



## Brussels Studies

La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles /  
Het wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over  
Brussel / The Journal of Research on Brussels  
**Fact Sheets | 2026**

---

# La création de richesse en Région de Bruxelles-Capitale : une mise en perspective sur 20 ans en Belgique

Brussels Studies fact sheet

*Welvaartscreatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: een perspectief over 20 jaar in België*

*Wealth creation in the Brussels-Capital Region: a 20-year perspective in Belgium*

**Pierre-François Wilmotte**

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/brussels/8912>

DOI : 10.4000/15j6y

ISSN : 2031-0293

### Traduction(s) :

Welvaartscreatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: een perspectief over 20 jaar in België - URL : <https://journals.openedition.org/brussels/8976> [nl]

Wealth creation in the Brussels-Capital Region: a 20-year perspective in Belgium - URL : <https://journals.openedition.org/brussels/8982> [en]

### Éditeur

Université libre de Bruxelles - ULB

### Référence électronique

Pierre-François Wilmotte, « La création de richesse en Région de Bruxelles-Capitale : une mise en perspective sur 20 ans en Belgique », *Brussels Studies* [En ligne], Fact Sheets, document 212, mis en ligne le 21 janvier 2026, consulté le 16 mars 2026. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/8912> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/15j6y>

---

Ce document a été généré automatiquement le 16 mars 2026.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont susceptibles d'être soumis à des autorisations d'usage spécifiques.

---

# La création de richesse en Région de Bruxelles-Capitale : une mise en perspective sur 20 ans en Belgique

Brussels Studies fact sheet

*Welvaartscreatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: een perspectief over 20 jaar in België*

*Wealth creation in the Brussels-Capital Region: a 20-year perspective in Belgium*

**Pierre-François Wilmotte**

---

## NOTE DE L'ÉDITEUR

Pour voir les figures dans une meilleure résolution, accédez à l'article en ligne et cliquez sur « Original » en dessous de celles-ci.

## NOTE DE L'AUTEUR

La recherche dont est issue cette *Fact Sheet* a été réalisée dans le cadre des analyses menées à l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA). Les résultats sont disponibles dans leur intégralité dans le *Cahier de l'IBSA* n° 15 : [https://ibsa.brussels/sites/default/files/publication/documents/Cahier\\_15\\_FR.pdf](https://ibsa.brussels/sites/default/files/publication/documents/Cahier_15_FR.pdf)

## Introduction

- 1 La situation économique de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) est l'objet de débats récurrents : *Bruxelles est-elle (encore) au cœur de la création de richesse en Belgique ?*

- 2 Cette étude apporte des éléments chiffrés à ce débat. Elle s'appuie sur les statistiques de produit intérieur brut (PIB) et de valeur ajoutée brute (VA) de l'Institut des Comptes Nationaux (ICN), disponibles pour la période 2003-2023 au niveau des arrondissements. Afin de dépasser les frontières administratives de la RBC, l'étude mobilise aussi la notion de Région Métropolitaine (RM), telle que définie par Eurostat [European Commission. Statistical Office of the European Union, 2019]. Cette approche permet d'appréhender la métropole bruxelloise dans son ensemble et de la comparer aux autres grandes villes belges.

## 1. La croissance en retrait de l'activité économique en Région de Bruxelles-Capitale

- 3 Entre 2003 et 2023, le PIB de la région métropolitaine (RM) de Bruxelles a augmenté en moyenne de 1,7 % par an (Tableau 1). Cette croissance est analogue à ce qui est observé au niveau belge (+1,7 %/an) et à celles des RM d'Anvers (+1,6 %/an), de Liège (+1,6 %/an) et de Namur (+1,6 %/an). La RM de Gand se distingue par une croissance plus forte (+2,4 %/an) tandis que la RM de Charleroi reste marquée par une stagnation post-industrielle (+0,8 %/an).

Tableau 1. PIB en volume en 2023 par région métropolitaine et évolution annuelle exprimée en %

| Région métropolitaine | Milliards d'euros de PIB | Part de l'ensemble belge en % | Évolution annuelle du PIB (2003-2023) |
|-----------------------|--------------------------|-------------------------------|---------------------------------------|
| <b>Bruxelles</b>      | 216,4                    | 36,3 %                        | 1,7 %                                 |
| - RBC                 | 103,3                    | 17,3 %                        | 0,9 %                                 |
| - partie flamande     | 79,7                     | 13,4 %                        | 2,5 %                                 |
| - partie wallonne     | 33,4                     | 5,6 %                         | 2,5 %                                 |
| <b>Anvers</b>         | 65,4                     | 11 %                          | 1,6 %                                 |
| <b>Liège</b>          | 31,4                     | 5,3 %                         | 1,6 %                                 |
| <b>Gand</b>           | 39,7                     | 6,7 %                         | 2,4 %                                 |
| <b>Charleroi</b>      | 16,5                     | 2,8 %                         | 0,8 %                                 |
| <b>Namur</b>          | 12,7                     | 2,1 %                         | 1,6 %                                 |
| <b>Belgique</b>       | <b>596,3</b>             | <b>100 %</b>                  | <b>1,7 %</b>                          |

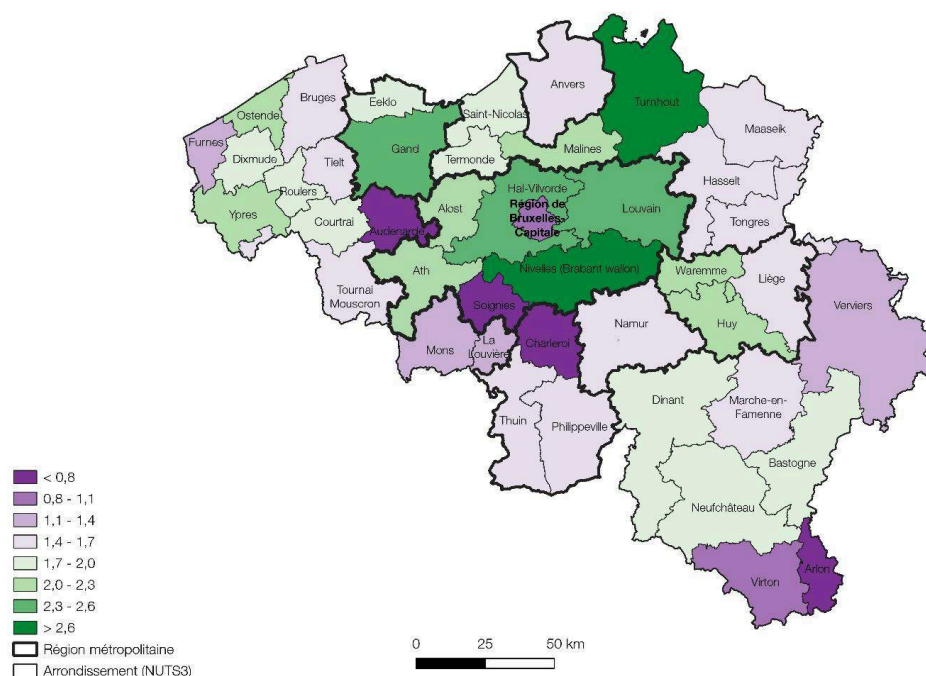
Sources : ICN (Comptes régionaux), 2025 ; Eurostat, 2021 ; Calculs IBSA

- 4 Ces moyennes maquent toutefois d'importantes disparités internes. Au sein de la RM de Bruxelles, la croissance est plus élevée dans la périphérie flamande et wallonne. Ainsi, le Brabant wallon, porté par l'essor de l'industrie pharmaceutique, affiche la plus forte croissance du pays (+3 %/an). À l'opposé se trouve l'arrondissement de Soignies (+0,1 %/

an), faisant face à la désindustrialisation. La croissance observée en RBC se situe entre ces extrêmes (+0,9%/an). Cette croissance, relativement modeste, confirme le décrochage économique du cœur métropolitain de Bruxelles, déjà identifié, notamment dans les travaux de Van Hamme *et al.* [2011].

- 5 À l'échelle belge, la croissance économique a été plus soutenue dans un espace métropolitain polycentrique autour de Bruxelles, d'Anvers et de Gand (Figure 1). Au sein de cet espace, ce ne sont toutefois ni la RBC ni l'arrondissement d'Anvers qui sont les plus dynamiques. La croissance est principalement portée par des arrondissements comprenant des villes moyennes comme Malines, Alost, Louvain, Turnhout ainsi que les pôles économiques du Brabant wallon. Dans le reste du pays, la croissance est en général plus faible qu'à l'échelle belge, en particulier dans les arrondissements post-industriels du Hainaut.

Figure 1. Croissance annuelle moyenne du PIB en volume dans les arrondissements belges entre 2003 et 2023, exprimée en %



Note de lecture : croissance annuelle moyenne pour la Belgique : 1,7%/an.

Sources : ICN (Comptes régionaux), 2025 ; Eurostat, 2021 ; Calculs IBSA

## 2. Quelles sont les raisons du décrochage de la croissance économique ?

- 6 Le décrochage de la croissance en RBC s'explique essentiellement par l'évolution de l'activité économique au niveau des secteurs<sup>1</sup>. Deux grandes causes sont identifiées dans l'étude.

## 2.1. L'exposition de l'activité économique de la RBC à des secteurs en déclin

- 7 Certaines branches d'activité ont connu un déclin au cours des deux dernières décennies à l'échelle belge, notamment en raison de la transition numérique. Il s'agit par exemple des télécommunications, des services postaux, de la publicité, des études de marché ainsi que des agences de voyages. Or, la RBC concentrait une part importante de ces activités sur son territoire. L'exemple des télécommunications est marquant : le secteur représentait près de 7 % de la valeur ajoutée de la RBC en 2003, contre seulement 3 % en 2023. Sur cette période 2003-2023, l'activité dans les télécommunications s'est réduite de moitié en RBC<sup>2</sup>.
- 8 La désindustrialisation s'est poursuivie en RBC (- 34 % de VA entre 2003 et 2023) et en Belgique (- 4 % de VA entre 2003 et 2023). Au niveau belge, celle-ci est limitée par l'essor de l'industrie pharmaceutique (+ 153 % de VA entre 2003 et 2023 en Belgique). En 2023, l'industrie ne pèse ainsi plus que 5 % de la VA en RBC. Si on réduit le périmètre de l'industrie aux branches avec une activité productive en RBC, l'activité industrielle productive ne représente plus qu'un maximum de 2 % de la VA de la RBC.

## 2.2. La faible croissance en RBC de branches d'activité en expansion

- 9 Le décrochage de la croissance économique provient surtout d'une croissance moindre dans des secteurs en expansion, en particulier dans les secteurs marchands.
- 10 D'une part, les activités liées à la consommation – comme le commerce de détail, l'HoReCa ou les autres services aux personnes (comme les soins non médicaux) – se sont moins développées en RBC. Cette évolution questionne l'attractivité de Bruxelles comme premier pôle commerçant du pays.
- 11 D'autre part, à l'exception des activités juridiques, comptables, de consultance et de sièges sociaux (voir ci-après), l'ensemble des services aux entreprises et de l'information et de la communication (hors télécommunications, voir supra) ont connu une plus faible croissance en RBC que dans le reste du pays. C'est d'autant plus paradoxal que ces activités, exercées principalement dans des bureaux, sont compatibles avec un environnement urbain. Ce paradoxe avait déjà été identifié par Lennert et Van Criekinghen [2003].

## 3. Une activité économique en RBC de plus en plus spécialisée dans l'administration, la gestion des entreprises et les services financiers

- 12 D'autres secteurs économiques se sont développés plus rapidement en RBC que dans le reste du pays. Ces secteurs qui occupent de plus en plus de place dans l'activité économique régionale sont étroitement liés à l'exercice du pouvoir économique et politique, et en lien avec le statut de capitale multiple de Bruxelles.
- 13 D'une part, les activités non marchandes constituent aujourd'hui le premier secteur économique de la Région bruxelloise. Elles représentent un quart de sa valeur ajoutée (VA) et regroupent d'une part, les services aux personnes notamment dans le médical,

le social ou l'enseignement (11,4 % de la VA) et d'autre part, l'administration de l'État (13,4 %). À cela s'ajoutent le secteur associatif (2 %), en fort développement, et l'activité des institutions internationales, qui n'est pas comptabilisée dans les comptes nationaux et régionaux de la Belgique. La valeur ajoutée des 50 000 personnes actives dans des institutions internationales en RBC<sup>3</sup> n'est donc pas comptabilisée dans l'activité économique de la RBC. Cela sous-estime l'importance économique de la fonction de commandement politique de la Région bruxelloise.

- 14 D'autre part, le commandement économique continue à se concentrer en RBC. L'essor des activités juridiques, comptables, de consultance et de gestion des entreprises a été plus important en RBC (+ 93 % de VA entre 2003 et 2022) que dans le reste du pays (+ 78 % en Belgique). Le développement de ces activités provient notamment de l'externalisation croissante des fonctions de direction et de planification stratégique, avec le recours accru à la consultance et aux sociétés de management pour les cadres dirigeants. Ces activités représentent désormais 8,9 % de la VA de la RBC contre 8,7 % en Flandre et 6 % en Wallonie. La RBC reste également le principal centre financier belge, les services financiers y comptant, en 2022, pour 18 % de la VA.

## Conclusions

- 15 La région métropolitaine de Bruxelles reste le pôle économique principal en Belgique. Toutefois, la divergence de dynamique entre le centre (la RBC) et la périphérie de la région métropolitaine bruxelloise, déjà identifiée par Thisse et Thomas [2010], reste d'actualité. Dès lors, les tissus économiques de la RBC et de sa périphérie se sont différenciés ces deux dernières décennies. C'est principalement le fait d'une spécialisation de la RBC dans certaines activités par rapport au reste de sa RM mais aussi par rapport au reste du pays.
- 16 Pour comprendre cette différenciation économique et le décrochage de la croissance économique observé, une analyse sectorielle fine a été menée dans l'étude. Elle permet de dégager quatre grandes tendances sur les deux dernières décennies, sur la base d'une classification des secteurs économiques originale et spécifique à la RBC (voir Tableau 2) :
1. Le déclin absolu des activités issues d'anciens monopoles d'État et de l'industrie, qui résulte en la baisse d'importance de la production de biens<sup>4</sup> ainsi que des services de réseaux dans la VA bruxelloise ;
  2. Le déclin relatif, généralement lié à une croissance plus faible en RBC, de la quasi-totalité des services marchands, du transport et de la logistique ;
  3. L'augmentation plus soutenue en RBC des services non marchands destinés aux personnes, prenant davantage de place dans la VA de la RBC ;
  4. La croissance soutenue des activités liées à l'administration de l'État, à la gestion des entreprises et aux services financiers, qui représentent désormais 42,7 % de la VA régionale bruxelloise.

Tableau 2. Répartition de la valeur ajoutée brute générée en RBC en 2003 et en 2022 selon le type d'activité et la spatialité de l'activité

| Catégorie de secteurs | 2003          |               | 2022          |               | Évolution             |                       |
|-----------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------|-----------------------|
|                       | Part de la VA | Part de la VA | Part de la VA | Part de la VA | Part de la VA dans le | Part de la VA dans le |
|                       |               |               |               |               |                       |                       |

|  | À quelle spatialité est liée la production de la valeur ajoutée ?  | de la RBC en 2003 | de la RBC en 2022 | reste de la Belgique (2003) | reste de la Belgique (2022) |
|--|--|-------------------|-------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| <b>Activités de sièges sociaux ou d'administration publique en Région de Bruxelles-Capitale</b>  |  |                   |                   |                             |                             |
| Administration de l'État   | Administration d'un territoire   | 12,9%             | 15,5 %            | 7,0 %                       | 6,4 %                       |
| Gestion de l'entreprise  | Administration d'entreprises parfois localisées ailleurs   | 5,4 %             | 8,9 %             | 6,1 %                       | 7,9 %                       |
| Gestion des entreprises industrielles (sièges sociaux)   | En RBC, ces activités appartenant à l'industrie mais correspondent uniquement à des activités de sièges sociaux, c'est-à-dire pour administrer la production de l'entreprise | 3,5 %             | 3,2 %             | N/A                         | N/A                         |
| Services financiers  | Administration des marchés financiers essentiellement à l'échelle belge  | 16,4 %            | 18,3 %            | 2,8 %                       | 3,2 %                       |
| Institutions internationales   | La valeur ajoutée générée par les 50 000 fonctionnaires internationaux travaillant en RBC n'est pas comptabilisée dans les comptes régionaux (de la RBC)                     | N/A               | N/A               | N/A                         | N/A                         |
| <b>Activités économiques liées à la demande locale</b>   |  |                   |                   |                             |                             |
| Industries et services réseaux   | Activités industrielles liées à l'exploitation d'un réseau de desserte de la population et des entreprises   | 7,5 %             | 3,5 %             | 1,5 %                       | 1,6 %                       |
| Services non marchands   | Activités liées à la fourniture de services publics à la population locale et aux visiteurs  | 9,2 %             | 11,1 %            | 13,9 %                      | 14,6 %                      |
| Services marchands aux personnes   | Activités de services destinés aux consommateurs, la proximité à ces derniers est essentielle  | 8,1 %             | 6,7 %             | 8,8 %                       | 7,5 %                       |
| <b>Activités économiques marchandes incluant la production d'un bien et/ou d'un service et son transport via un établissement en RBC</b> |  |                   |                   |                             |                             |
| Transport et logistique  | Relier les bassins de productions et/ou les bassins de consommations   | 13,9 %            | 11,0 %            | 14,7 %                      | 14,5 %                      |

|   |   |       |       |        |        |
|---|---|-------|-------|--------|--------|
| Production de biens   | Site de production du bien prépondérant (établissement de production), incluant les activités de construction | 7,7 % | 4,4 % | 30,0 % | 24,5 % |
| Services aux entreprises  | Site de production du service prépondérant (bureaux)  | 9,4 % | 9,7 % | 6,5 %  | 9,9 %  |
| <b>Activité économique induite par les services rendus par le parc immobilier</b> |   |       |       |        |        |
| Économie induite dans l'immobilier  | Lieu de résidence des propriétaires du parc immobilier bruxellois et belge                                    | 5,9 % | 7,7 % | 8,8 %  | 10,0 % |

Sources : ICN (Comptes régionaux), 2025 ; Calculs IBSA

- 17 Compte tenu de la non-prise en compte de l'activité liée aux institutions internationales et de l'activité immobilière (qui n'est pas une activité économique au sens classique du terme), les activités d'administration et de gestion, liées au commandement politique et économique au niveau belge et international, représentent désormais la moitié de l'activité économique en RBC.
- 18 Malgré la faible croissance de ces deux dernières décennies, l'activité économique reste très importante en RBC et bénéficie, *in fine*, au reste du pays [Départements des Études et de la Statistique générale, 2025]. Une large partie de cette activité économique en RBC est liée en effet à l'administration, à la gestion ou à la desserte du territoire belge (Tableau 2). Dès lors, l'activité économique bruxelloise, spécialisée dans le commandement politique et économique, est de plus en plus interdépendante et/ou complémentaire du reste du pays.

*L'auteur remercie les différentes personnes ayant relu la Fact Sheet et le Cahier de l'IBSA, fournissant des suggestions améliorant la qualité des documents.*

---

## BIBLIOGRAPHIE

DÉPARTEMENTS DES ÉTUDES ET DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE, 2025. *Flux et (dés)équilibres régionaux en Belgique*. Avis et études ad hoc, Bruxelles : Banque Nationale de Belgique. Disponible à l'adresse : [https://www.nbb.be/doc/ts/publications/other/regions/20251023\\_regions\\_doc\\_fr.pdf](https://www.nbb.be/doc/ts/publications/other/regions/20251023_regions_doc_fr.pdf)

EUROPEAN COMMISSION. STATISTICAL OFFICE OF THE EUROPEAN UNION, 2019. *Methodological manual on territorial typologies: 2018 edition*. Luxembourg : Publications Office of the European Union. Disponible à l'adresse : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-manuals-and-guidelines/-/ks-gq-18-008>

LENNERT, Moritz et VAN CRIEKINGEN, Mathieu, 2003. Centre et périphéries : des espaces en compétition ? Enquête sur les types de localisation des entreprises à l'échelle de l'aire

métropolitaine bruxelloise. In : *Belgeo*. 31/12/2003. N° 4, pp. 425-442. Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/belgeo/16791>

THISSE, Jacques-François et THOMAS, Isabelle, 2010. Bruxelles au sein de l'économie belge : un bilan. In : *Regards Économiques*. 05/2020. N° 80, p. 19. Disponible à l'adresse : [https://www.regards-economiques.be/index.php?option=com\\_reco&view=article&cid=91](https://www.regards-economiques.be/index.php?option=com_reco&view=article&cid=91)

VAN HAMME, Gilles, WERTZ, Isaline et BIOT, Valérie, 2011. La croissance économique sans le progrès social : l'état des lieux à Bruxelles. In : *Brussels Studies*, Collection générale. 28/03/2011. N° 48. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/brussels/850>

## NOTES

1. Les statistiques de l'ICN des comptes régionaux sont publiées à trois niveaux de détail différents : selon 10 secteurs au niveau des arrondissements, selon 38 secteurs au niveau des provinces, ou selon 64 secteurs au niveau des régions. Les statistiques pour la RBC sont simultanément disponibles aux trois niveaux de désagrégation sectorielle, étant à la fois un arrondissement, assimilé à une province et étant une région. Les statistiques sont publiées sur la période 2003-2023, sauf pour les statistiques au niveau de 64 secteurs, incomplètes pour 2023. C'est pourquoi il est parfois question de 2022 comme dernière année disponible. Plus de détails sont fournis dans le *Cahier de l'IBSA* n° 15.
2. En neutralisant l'effet de l'inflation sur la période.
3. Voir les statistiques de l'IBSA à ce sujet : <https://ibsa.brussels/themes/marche-du-travail/emploi-interieur>.
4. Qui comprend ici la construction, dont la part dans la VA de la RBC est stable entre 2003 et 2023.

---

## RÉSUMÉS

Cette étude quantifie l'importance économique de la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) et de l'ensemble de sa région métropolitaine au sein de l'économie belge. Bruxelles – au sens large – reste de loin le premier pôle économique du pays. Toutefois, depuis 2003, la croissance de l'activité est plus faible en RBC que dans sa périphérie et dans le reste du pays. Deux facteurs expliquent ce décrochage : d'une part, la RBC est fortement exposée à des secteurs économiques en déclin ; et, d'autre part, elle est confrontée à une croissance plus faible des secteurs en expansion, en particulier dans les services marchands. Les activités soutenant la croissance économique en RBC sont principalement liées aux activités de commandement politique et économique : administration publique, gestion d'entreprises, services financiers, etc. Cette spécialisation illustre les complémentarités et les interrelations entre la RBC et le reste du pays. À l'inverse, la structure économique de la périphérie de la métropole bruxelloise ressemble au reste du pays, se spécialisant dans les activités de production de biens, le transport et la logistique et les services marchands.

Deze studie kwantificeert het economisch belang van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BHG) en de hele grootstedelijke regio binnen de Belgische economie. Brussel – in de breedste zin van

het woord – is nog altijd veruit het belangrijkste economisch centrum van het land. Sinds 2003 groeit de economische activiteit in het BHG verhoudingsgewijs echter minder hard dan in de Brusselse rand en in de rest van het land. En daar zijn twee redenen voor. Enerzijds is het BHG sterk afhankelijk van economische sectoren die achteruitgaan. Anderzijds blijft de groei van de sectoren die wél uitbreiden beperkter, vooral in de sector van de commerciële diensten. De activiteiten die de economische groei in het BHG ondersteunen, houden vooral verband met het politieke en economische bestuur: openbaar bestuur, bedrijfsbeheer, financiële diensten, enz. Deze specialisatie maakt duidelijk dat het BHG en de andere delen van het land met elkaar verweven en complementair zijn. De economische structuur van de Brusselse rand lijkt daarentegen op die van de rest van het land en is vooral gericht op goederenproductie, transport en logistiek en commerciële diensten.

This study quantifies the economic importance of the Brussels-Capital Region (BCR) and its wider metropolitan area within the Belgian economy. Brussels – broadly defined – remains by far the country's leading economic hub. However, since 2003, growth in economic activity has been weaker in BCR than in its surrounding areas and the rest of the country. There are two reasons for this: on the one hand, BCR is heavily exposed to declining economic sectors; and on the other, it has experienced weaker growth in expanding sectors, particularly in market services. The activities which underpin economic growth in BCR are primarily linked to political and economic command functions: public administration, corporate management, financial services, etc. This specialisation highlights the complementarities and interdependencies between BCR and the rest of the country. By contrast, the economic structure of the outskirts of the Brussels metropolitan area resembles that of the rest of the country, specialising in goods production, transport and logistics, and market services.

## INDEX

**Mots-clés** : aire métropolitaine, développement économique, économie

**Thèmes** : 6. économie – emploi

**Keywords** : metropolitan area, economic development, economy


**Trefwoorden** grootstedelijk gebied, economische ontwikkeling, economie

## AUTEUR

**PIERRE-FRANÇOIS WILMOTTE**

 **IDREF** : <https://idref.fr/256666881>

 **ORCID** : <https://orcid.org/0000-0003-1350-1421>

 **VIAF** : <http://viaf.org/viaf/118162842283473041591>

Pierre-François Wilmotte est analyste au sein de la cellule Emploi & Economie de l'IBSA. Il y a la charge d'analyses en lien avec le développement régional et la géographie économique. Il est titulaire d'un doctorat, sa thèse ayant porté sur la dimension spatiale de la productivité des entreprises, en Wallonie. Il est également chercheur associé à l'Université de Liège.  
pwilmotte[at]perspective.brussels